

François Bugaut : «Aucun risque lié à la radioactivité en Polynésie»

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 8 heures,

Mis à jour il y a 7 heures



L'atoll de Mururoa, où la France a mené 138 essais nucléaires de puis 1996. GREGORY BOISSY / AFP

Vingt-cinq ans après la fin des essais nucléaires dans l'archipel des Tuamotu, le délégué à la sûreté nucléaire et à la radioprotection, François Bugaut, a affirmé à l'AFP qu'«*il n'y a aucun risque lié à la radioactivité en Polynésie*». Le livre-enquête *Toxique*, paru en mars, soutenait le contraire, estimant notamment que l'armée et la France avaient minoré les retombées atmosphériques après les essais nucléaires et les doses reçues par les Polynésiens. «*Ce qui a été écrit est faux*», a déclaré François Bugaut, lors d'un déplacement à Papeete et sur les atolls de Moruroa et Hao cette semaine, indiquant qu'un autre ouvrage, présentant des données scientifiques «*accessibles à tous*», serait publié dans les prochains mois.

Les informations divulguées dans *Toxique*, une enquête du média d'investigation en ligne Disclose, avaient suscité une vague d'indignation en Polynésie. Une délégation menée par le président polynésien Edouard Fritch avait demandé, en juillet dernier, des explications et des engagements aux ministères de la défense, de la santé et des Outre-mer, ainsi qu'au président. Fin juillet à Papeete, Emmanuel Macron s'était engagé à l'ouverture des archives sur le nucléaire, à la dépollution des sites et à une meilleure indemnisation des victimes.

La Commission d'information auprès des anciens sites d'expérimentations nucléaires du Pacifique a présenté, mardi à Papeete, un bilan de la surveillance de la radioactivité en Polynésie. Elle est jugée «*très faible*», à partir de prélèvements effectués dans l'air, les eaux, les sols et les denrées alimentaires. La commission a également jugé «*extrêmement peu probable*» le risque de glissement d'une loupe (énorme masse, ndlr) de calcaires à Mururoa, qui provoquerait une vague importante et une inondation de la zone de vie de cet atoll, où résident trois techniciens civils et 27 militaires. Le système de surveillance géomécanique Telsite 2 permettrait, selon le rapport, d'annoncer ce glissement «*plusieurs semaines à l'avance*».

Sur les 31 premiers cartons d'archives consultés depuis les engagements du chef de l'Etat, *«seuls 2% des documents sont totalement inaccessibles, parce qu'ils contiennent des informations proliférantes, qui permettraient par exemple à un État voyou de développer la bombe»*, a expliqué Patrick Latron, directeur de cabinet de la ministre chargée de la Mémoire Geneviève Darrieussecq. Les autres documents, jusqu'ici classés secret-défense, vont pouvoir être consultés par les historiens. Mais seuls 3% des cent mètres linéaires de cartons d'archives sur les expérimentations nucléaires dans le Pacifique ont pour le moment été ouverts.